



## Communiqué de presse

Paris, le 30 janvier 2026

# « Cash investigation » et violences dans les écoles Lourde responsabilité de la Ville de Paris et de l'État Il faut un Big Bang de l'animation !

Diffusée ce jeudi 29 janvier l'émission « Cash investigation » évoque des cas de **violences sexuelles et de maltraitance**, notamment dans des écoles parisiennes.

Ces affaires gravissimes doivent permettre une **prise de conscience au niveau national de l'urgence à protéger nos enfants et à enfin valoriser les métiers de l'animation**, à l'instar des mesures prises pour le secteur de la petite enfance ces dernières années.

Face aux questions d'Élise Lucet, l'élu adjoint aux affaires scolaires Patrick Bloche parle de quelques « *dysfonctionnements* » ou de « *mauvaises habitudes* » !

L'émission montre pourtant des conséquences concrètes de la politique parisienne pour le périscolaire et la réalité structurelle des conditions de travail et donc d'accueil des enfants dans les écoles : **sous effectifs quotidiens, taux d'encadrement et de qualification non respectés, précarité massive, épuisement des équipes...**

Le SUPAP-FSU réaffirme son **soutien total aux personnels d'animation parisiens**, exemplaires pour l'immense majorité d'entre eux, qui subissent une **double peine inacceptable** : des conditions de travail de plus en plus dégradées et une médiatisation qui jette souvent l'opprobre sur toute la profession.

En décembre, face à la multiplication des signalements d'agressions sexuelles visant des enfants, **Patrick Bloche a annoncé quelques mesures dans la précipitation**. Celles-ci sont tardives, insuffisantes et certaines risquent de relever de l'arbitraire et même d'être inapplicables.

Et ce n'est que sous la pression de la mobilisation des personnels et de parents d'élèves que la Ville a dû renoncer à la suppression de 100 postes de titulaires !

**A Paris**, trop longtemps les agent.es et les parents n'ont pas été entendu.es quand ils signalaient des violences envers les enfants. Permettre un service périscolaire de qualité dans toutes les écoles et prévenir les violences sexuelles c'est :

- **Créer des centaines de postes de titulaires** (renforcement des équipes, remplacement dès le 1<sup>er</sup> jour d'absence par des professionnel.les) ;
- **Mettre fin à la précarité massive** (contractualisation des milliers de vacataires illégalement employé.es sur des postes permanents) ;
- Permettre l'accès généralisé des personnels aux **formations diplômantes** de l'animation ;
- **Réduire les taux d'encadrement** (1 adulte pour 8 enfants maternelle, 1 adulte pour 12 enfants en élémentaire) ;
- Rémunérer des **temps de préparation** conséquents pour tous les personnels ;
- Recruter du personnel spécifique formé pour l'**hygiène corporelle** des enfants en maternelle tout au long de la journée ;
- Augmenter les moyens pour l'**inclusion des enfants** à besoins particuliers (postes d'éducateurs spécialisés, formation de tous les personnels d'animation, matériel pédagogique adapté) ;
- Valoriser et **rendre attractifs les métiers de l'animation** (permettre des perspectives de carrière de la catégorie C à la catégorie A, augmenter les rémunérations, en finir avec les journées de travail morcelées...);
- Permettre la **formation** à la prévention des **VSS de tous les personnels des écoles** par des professionnel.les de la protection de l'enfance.

Dans les semaines qui suivront les élections municipales le syndicat SUPAP-FSU mettra en œuvre tous les moyens à sa disposition pour que la majorité municipale issue du scrutin prenne enfin les mesures indispensables à un **service public périscolaire de qualité et une juste valorisation des métiers de l'animation**.

**Le SUPAP-FSU toujours à vos côtés pour vous défendre et vous informer !**  
**SUPAP-FSU DASCO : 06 46 36 93 97 ou [supapfsudasco@gmail.com](mailto:supapfsudasco@gmail.com)**